

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 23/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SIDESUP

12 rue du Moulin
45300 Engenville

Références : 275/2023 - VAT20230337
Code AIOT : 0010001019

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/04/2023 dans l'établissement SIDESUP implanté 12 rue du Moulin 45300 Engenville. L'inspection a été annoncée le 06/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIDESUP
- 12 rue du Moulin 45300 Engenville
- Code AIOT : 0010001019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SIDESUP, coopérative de déshydratation de pulpes de betterave, de luzerne et de bois bénéficie pour son établissement de l'arrêté préfectoral du 28/12/2021. Elle exerce également une activité de fabrication et de stockage de pellets de pulpes de betterave, de luzerne et de bois.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des suites de la visite précédente du 08/09/2022 sur la thématique risques chroniques,
- Epandage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	(ex point 1) (ex Point 2)- autosurveill. rejets atmo canalisé/diffu	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.1/Art. 3.3.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	15 jours
2	(ex point 1) (ex Point 2)- autosurveill. rejets atmo canalisé/diffu-2	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.3.1.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	(ex point 2) (ex-Point 3)- autosurveill. rejets atmo canalisé/diffu	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.1/ Art. 3.3.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	(ex point 2) (ex-Point 3)- autosurveill. rejets atmo canalisé/diff-2	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.3.1 /Art. 3.2.4.1/Art. 3.3.1.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	15 jours
5	(ex point 3) (ex Point 5)- autosurveill. rejets atmo canalisé/diffu	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.3.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Contrôle ponctuelle des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.2.4.1 et 3.2.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Fréquence de contrôle du paramètre poussières	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	(ex point 6) Emissions diffuses et envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.1.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	15 jours
12	Emissions diffuses et envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.1.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
14	(ex point 10) Surveillance de la qualité de l'air	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.4.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	1 mois
15	(ex point 11) Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.4.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	1 mois
16	(ex point 12) Plan de réduction du bruit	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 6.1.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Lettre de suite préfectorale	1 mois
18	Programme prévisionnel annuel d'épandage	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 10.3.8.3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
19	Cahier d'épandage	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 10.3.9.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	(ex point 3) (ex Point 5)- autosurveill. rejets atmo canalisé/diffu-2	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.3.1	/	Sans objet
17	(ex point 13) Aménagement de la ligne 27000 – bruit	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 6.1.1	Susceptible de suites	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	(ex point 4) Consigne prise de rendez vous	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.2	Susceptible de suites	Sans objet
10	(ex point 5) (ex point 10)- exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
13	(ex point 8) Dispositions en cas d'épisode de pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.2.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : (ex point 1) (ex Point 2)-autosurveill. rejets atmo canalisés/diffus - Fréquence Autosurveillance des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.1/Art. 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance rejets atmo canalisés/diffus
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 08/09/2022 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

- date d'échéance qui a été retenue : 08/02/2023

Prescription contrôlée :

Art. 3.3.1

Unités de déshydratation, conduit n°1:

Paramètre: Poussières

- Evaluation en continu, pour chacune des lignes en sortie de sécheur ;
 - 1 mesure tous les 3 mois dont 1 comparative par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de Betteraves
- Enregistrement : Oui

Art. 2.1.1

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour:

[...];

limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;

respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après;

[...];

prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Constats : C1 : L'exploitant ne réalise pas une évaluation en continu des émissions atmosphériques des poussières pour les flux massiques horaires et annuels. (ex C1)

C2 : L'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations pour limiter les émissions de polluants (poussières) dans l'environnement, respecter les valeurs limites d'émissions des substances polluantes et prévenir en toutes circonstances l'émission de ces substances polluantes pour l'environnement. (ex C2)

Observations : Par courrier reçu le 10/02/2023, l'exploitant a transmis les éléments suivants :

La commande passée auprès de la société ENVEA pour le remplacement des analyseurs de poussière sur nos trois lignes de production. Nous avons décidé de renouveler nos capteurs pour les remplacer par ces appareils qui sont QAL. La mise en service de ces derniers doit être réalisée au plus tard en semaine 14 c'est-à-dire avant le démarrage de notre campagne luzerne.

L'exploitant a transmis dans ce courrier le bon de commande des analyseurs en continu de poussières du 26/01/2023.

L'exploitant a également transmis dans ce courrier une note nommée « note relative à la surveillance en continu des poussières et des NOx selon les normes QAL – Proposition en vue de la mise en conformité – Phase transitoire 2023-2024 » du 27/01/2023.

L'exploitant indique dans cette note que la surveillance en continu des flux nécessitent une surveillance en continu des débits. De ce fait, le débitmètre doit être conçu sous le système qualité QAL. Néanmoins, il est toujours possible pour l'exploitant de justifier de l'utilisation d'une autre méthode non normalisée.

L'exploitant indique également qu'actuellement, la mesure du débit est estimée en continu par la mesure de la delta P (pression) dans le process. La mesure est automatique pour le ligne 30000 et

manuelle sur les lignes 27 000 et 25000.

L'exploitant précise dans la note précitée que « le guide E-PRTR1, établi et mis régulièrement à jour par le CITEPA, pour le compte de LCA Luzerne de France, définit les modalités de déclaration GEREP des poussières de la façon suivante :

ORIGINE

Dans les installations de déshydratation de fourrage, les particules proviennent de la combustion (imbrûlés) et du produit entrant. L'émission de particules est également liée à des phénomènes mécaniques tels que l'érosion, l'envol sous l'effet du vent, etc.

METHODE

Le calcul des émissions annuelles de poussières totales est basé sur les analyses mensuelles réalisées par chaque site.

Une teneur moyenne en poussières est calculée à partir des résultats mensuels, ainsi que du débit sec moyen.

La formule suivante permet d'obtenir le flux annuel des émissions par combustible :

$$E = \frac{D_{moy} \times \tau_{moy} \times N_h}{10^9}$$

E = émissions de poussières totales (en tonnes)

D_{moy} = débit exhaure moyen (en Nm³/h)

τ_{moy} = teneur moyenne en poussières (en mg/Nm³)

N_h = nombre d'heures de fonctionnement par an (en h)

Le seuil de déclaration des Poussières est de 0 t. Les émissions de poussières totales doivent donc obligatoirement être déclarées.

L'inspection indique à l'exploitant que ce guide n'est pas reconnu par la DGPR. Néanmoins, l'inspection n'a pas de remarque sur la méthodologie de calcul pour extrapoler les mesures ponctuelles en valeurs estimées en continu. Ces données ne sont à prendre en compte uniquement en l'absence d'une surveillance en continu opérationnelle. **Aussi, pour l'année 2023, en présence d'une surveillance en continu opérationnelle, les valeurs enregistrées de la surveillance en continu sont celles à retenir et à déclarer dans GEREP et non une extrapolation à partir de mesures ponctuelles.**

Le jour de la visite, les lignes 25000 et 30000 étaient à l'arrêt (ligne 25000 en maintenance et ligne 30000 « en dormance » puisque l'exploitant a cessé son approvisionnement en gaz compte tenu de la hausse du prix du gaz naturel).

La ligne 27000 était en fonctionnement (séchage de bois).

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les 3 analyseurs en continu pour le paramètre poussières sont présents sur le site, installés mais non opérationnels.

Aussi, l'exploitant ne justifie donc pas d'une surveillance en continu du paramètre poussière.

Concernant la localisation des capteurs, la position de ceux installés sur les lignes 25000 et 3000 sont inchangés. Le capteur de la ligne 27000 est situé au niveau de la plateforme sur la cheminée, capteur visualisé depuis le sol par l'inspection le jour de la visite.

Pour les mesures de poussières, les nouveaux analyseurs seront également équipés de capteurs de mesure tribo-électrique (détection des impacts de poussières dans les gaz transformant l'impact en signal électrique proportionnellement au degré d'empoussiérage).

Compte tenu de qui précède, les écarts C1 et C2 de la visite précédente sont maintenus. Aussi, à la date de la présente visite, les points 4a1 et 4b1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/11/2022, échus depuis le 08/02/2023, ne sont pas respectés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : (ex point 1) (ex Point 2)-autosurveill. rejets atmo canalisé/diffu-2 – Incertitudes des résultats des mesures en continu – Poussières et NOx

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, Art. 3.3.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance rejets atmo canalisées/diffus
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 08/02/2023
Prescription contrôlée : <p>Art. 3.3.1.2</p> <p>Les valeurs des incertitudes sur les résultats de mesure, exprimées par les intervalles de confiance à 95 % d'un résultat mesuré unique, ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :</p> <ul style="list-style-type: none"> - NOx:20%: - poussières : 30 %. <p>Les valeurs moyennes horaires sont déterminées pendant les périodes effectives de fonctionnement de l'installation. Sont notamment exclues les périodes de démarrage, de mise à l'arrêt, de ramonage, de calibrage des systèmes d'épuration ou des systèmes de mesures des polluants atmosphériques.</p> <p>Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de l'incertitude maximale sur les résultats de mesure définie comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - NOx: 20 % de la valeur moyenne horaire; . - poussières : 30 % de la valeur moyenne horaire. <p>Les valeurs moyennes journalières validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.</p> <p>Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu.</p> <p>Le nombre de jours qui doivent être écartés pour des raisons de ce type doit être inférieur à 10 par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.</p> <p>Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse 30 par an, le respect des VLE doit être</p>

apprécié en appliquant les dispositions de l'article 3.3.1.3 du présent arrêté (mesures discontinues).
<p>Constats : C3 : L'exploitant ne justifie pas du choix des valeurs enregistrées issues de la surveillance en continu servant à déterminer la valeur de la moyenne journalière des poussières et NOx émises par rapport aux référentiels applicables, notamment pour ce qui concerne les valeurs « aberrantes ». (ex C3 et C6)</p>
<p>Observations :</p> <p>Lors de la précédente visite, l'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas mis en œuvre de procédure/consignes concernant les éventuelles valeurs relevées pouvant être jugées aberrantes.</p> <p>A posteriori de la visite, par courriel du 20/04/2023, l'exploitant a transmis la procédure « <i>CONSIGNES D'EXPLOITATION : SUIVI DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES CONDUITE A TENIR EN CAS DE NON RESPECT DES VLE</i> » version janvier 2023.</p> <p>L'examen de cette procédure amène les remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'inspection prend note des mesures correctives envisagées en cas de dépassement des VLE et l'information à l'inspection en cas de dépassement prolongé des VLE, • un problème technique de l'analyseur du type filtre bouché ou les conditions climatiques (gel, canicule...) ne peuvent être des éléments permettant d'écarter des valeurs enregistrées. En effet, l'exploitant doit d'une part s'assurer du bon entretien des équipements et donc du bon fonctionnement des analyseurs en toutes circonstances et d'autres part l'exploitant doit s'assurer de posséder un équipement fonctionnant dans des plages de températures compatibles avec la réalité de l'exploitation. Pour rappel, l'article de 3.3.1.2 dispose que « <i>il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées <u>en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu.</u></i> », • la consigne présente une série de cas pour lesquels l'exploitant définit la notion de « valeurs aberrantes ». A titre d'exemple : <ul style="list-style-type: none"> ◦ les valeurs relevées au démarrage, à l'arrêt des installations ou lors d'essais ne sont pas des valeurs aberrantes puisqu'elles sont exclues des valeurs moyennes horaires par l'arrêté préfectoral de la surveillance en continu (cf art 3.3.1.2). L'exploitant pourrait utilement indiquer la durée des phases de démarrage ou d'arrêt dans cette consigne, ◦ les variations d'oxygène dans les enregistrements ne peuvent être un motif de rejets des valeurs puisque ce paramètre dépend de la maîtrise du process de déshydratation par l'exploitant, ◦ les débits horaires et les flux horaires en découlant ne peuvent être un motif de rejet des valeurs. En effet, l'exploitant doit être en mesure d'assurer une bonne gestion du débit circulant dans le process et d'assurer un enregistrement fiable de ce débit et donc d'enregistrer des flux fiables. Pour rappel, il n'est pas incompatible d'enregistrer une concentration respectant les VLE et un flux dépassant les VLE si le débit est très important. <p>Aussi, après examen de la consigne précitée, l'inspection constate que l'exploitant peut interpréter que toute valeur relevée dépassant les VLE doit être écartée. Cette consigne ne répond donc pas au choix des valeurs à écarter. A noter également qu'aucun élément mentionné à l'article 3.3.1.2 n'est repris dans cette consigne.</p> <p>Les constats C3 sur les poussières et C6 sur les NOx de la précédente visite sont maintenus.</p> <p>Aussi, à la date de la présente visite, le point 4c de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/11/2022, échu depuis le 08/02/2023, n'est pas respecté.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.1/ Art. 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance rejets atmo canalisé/diffus
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 08/02/2023
Prescription contrôlée : Art. 3.3.1 Unités de déshydratation, conduit n°1: Paramètre: NOx - en continu, pour chacune des lignes en sortie de sécheur ; - 1 mesure comparative par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de Betteraves Enregistrement : Oui Art. 2.1.1 L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour: [...]; limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après; [...]; prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.
Constats : C4 : En l'absence d'une attestation de l'installateur TECORA et compte tenu des travaux de protection de la partie passant en extérieur de l'analyseur en continu NOx, l'exploitant ne justifie pas d'une fiabilité du respect des VLE du paramètre NOx.
Observations : Par courrier reçu le 10/02/2023, l'exploitant a transmis les éléments suivants : <i>La note relative à la surveillance en continu des NOx selon les normes QAL. Pour les NOx nous avons opté pour l'application de cette procédure pour ne pas remplacer les appareils actuels qui ont été achetés en 2022.</i> <i>(L'investissement nous paraît lourd au regard de l'enjeu environnemental).</i> <i>- La note relative à la surveillance en continu des NOx selon les normes QAL. Pour les NOx nous avons opté pour l'application de cette procédure pour ne pas remplacer les appareils actuels qui ont été achetés en 2022.</i> Dans la note précitée, l'exploitant indique que les nouveaux appareils de surveillance en continu NOx ont été mis en service le 07/12/2022 par la société TECORA. La note indique également que ces nouveaux appareils comme les anciens ont un tronçon passant en extérieur avant d'atteindre la baie d'analyse. Aussi, en décembre 2022, le gel a entraîné une absence de valeurs sur plusieurs jours. L'exploitant mentionne avant entrepris des travaux visant à chauffer les lignes pendant les

<p>périodes de gel. Ces travaux ont consisté en la mise en place de matériels de traçage (traçage électrique par câble chauffant).</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que dans le rapport de la visite précédent il lui était demandé d'apporter une attention particulière sur la compatibilité capteur/aspiration/variation de température sur les nouveaux équipements d'analyse des NOx.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les travaux ont été réalisés en interne. L'exploitant n'a fourni aucune information à la société TECORA sur ces travaux. Aussi, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les travaux mis en œuvre permettent de garantir la fiabilité des résultats de la surveillance en continu du paramètre NOx. L'exploitant doit transmettre une attestation de TECORA validant les travaux réalisés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : (ex point 2) (ex-Point 3)-autosurveill. rejets atmo canalisé/diff-2 – Émissions atmosphériques respect des VLE Nox

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, Art. 3.3.1 /Art. 3.2.4.1/Art. 3.3.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance rejets atmo canalisé/diffus
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 08/02/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 3.2.4.1 VLE et flux applicables aux unités de déshydratation, lorsque qu'une seule ligne de déshydratation est en fonctionnement</p> <p>VLE de 70 mg/N m³ lors déshydratation bois, pulpe de betteraves ou luzerne Flux massique horaire de 2,85 kg/h pour la luzerne et foyer biomasse</p> <p>Art. 3.3.1 Unités de déshydratation, conduit n°1: Paramètre: NOx</p> <ul style="list-style-type: none"> - en continu, pour chacune des lignes en sortie de sécheur ; - 1 mesure comparative par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de Betteraves <p>Enregistrement : Oui</p> <p>Art. 3.3.1.2 Les valeurs des incertitudes sur les résultats de mesure, exprimées par les intervalles de confiance à 95 % d'un résultat mesuré unique, ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :</p> <ul style="list-style-type: none"> - NOx:20%: - poussières : 30 %.

Les valeurs moyennes horaires sont déterminées pendant les périodes effectives de fonctionnement de l'installation. Sont notamment exclues les périodes de démarrage, de mise à l'arrêt, de ramonage, de calibrage des systèmes d'épuration ou des systèmes de mesures des polluants atmosphériques.

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de l'incertitude maximale sur les résultats de mesure définie comme suit :

- NOx: 20 % de la valeur moyenne horaire; .
- poussières : 30 % de la valeur moyenne horaire.

Les valeurs moyennes journalières validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu.

Le nombre de jours qui doivent être écartés pour des raisons de ce type doit être inférieur à 10 par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse 30 par an, le respect des VLE doit être apprécié en appliquant les dispositions de l'article 3.3.1.3 du présent arrêté (mesures discontinues).

Art. 2.1.1

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour:

[...];

limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;

respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après;

[...];

prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Constats : C5 : Compte tenu de l'enregistrement du paramètre NO et non NOx et des valeurs affichés en ppm et non en mg/Nm³, l'exploitant ne justifie pas du respect des VLE du paramètre NOx lors des enregistrements de la surveillance en continu.

Observations : Le jour de la visite, seule la ligne 25000 et 30000 étaient à l'arrêt (ligne 25000 en maintenance et ligne 30000 « en dormance » puisque l'exploitant a cessé son approvisionnement en gaz compte tenu de la hausse du prix du gaz naturel).

La ligne 27000 était en fonctionnement (séchage de bois).

L'inspection a constaté les valeurs de NOx sur l'affichage situé dans le local de la chaudière biomasse de la ligne 27000. Le personnel réalise un enregistrement horaire de ces valeurs. Il est prévu à terme un report de l'affichage dans le local de pilotage pour faciliter l'enregistrement des données via l'installation d'un automatisme de report.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que les données affichées sur l'analyseur en continu des

<p>NOx de la ligne 27000 mentionne une valeur NO de 22 ppm et NO2 de 1 ppm soit une valeur NOx de 23 ppm ainsi que concentration d'O2 de 16,83 % (données relevés à 17h13 le 19/04/2023). Aussi, en correction d'O2 à 19 % (valeur de référence pour la déshydratation de bois de la ligne 27000), la valeur de NOx est de 11,03 ppm.</p> <p>Selon les conditions normales (variables selon la pression et la température), la bibliographie (conditions à 0°C et pression atmosphérique) indique que NOx en [mg/Nm³] après correction d'O2 = NO en [ppm] x 1,34 + NO2 en [ppm] x 2,05 d'où la concentration en NOx relevé par l'inspection est de 15,1 mg/Nm³. La concentration relevée respecte la VLE de 70 mg/Nm³.</p> <p>Aussi, compte tenu de ce qui précède, les valeurs de NOx enregistrées par l'exploitant sont sous estimées.</p> <p>Le personnel présent a indiqué qu'il enregistrerait la première valeur affichée. Or, cette valeur est la valeur de NO. L'exploitant ne procède donc pas à un enregistrement des NOx puisque la valeur NOx est composée de la somme des valeurs NO et NO2. De plus, les valeurs enregistrées sont celles en ppm. Une correction de l'O2 est réalisée dans le tableau d'enregistrement du local de pilotage. Néanmoins, ce tableau d'enregistrement ne présente aucun recalage en concentration en mg/Nm³.</p> <p>Compte tenu de ce qui précède, les écarts C4 (mesure en continu des émissions atmosphériques des NOx pour les concentrations et les flux massiques horaires et annuels) et C5 (L'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations pour limiter les émissions de polluants (NOx)) de la visite précédente sont soldés. A la date de la présente visite, les points 4a2 et 4b2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/11/2022 sont respectés.</p> <p>Les éléments relatifs au constat C6 de la précédente visite sont les mêmes que ceux mentionnés au point de contrôle précédent pour l'écart C3. L'écart C6 de la précédente visite est maintenu et repris dans l'écart C3 et à la date de la présente visite, le point 4c de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/11/2022, échu depuis le 08/02/2023, n'est pas respecté.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : (ex point 3) (ex Point 5)-autosurveill. rejets atmo canalisé/diffu - Émissions atmosphériques
Méthode d'analyse des Nox et poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance en continu des rejets atmo.
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 08/09/2022 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription date d'échéance qui a été retenue : 08/02/2023
Prescription contrôlée : Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles-définies dans l'avis du 30 décembre 2020 relatif aux méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les

installations classées pour la protection de l'environnement. [...] La mesure des émissions des polluants est faite selon les dispositions des normes en vigueur.
<p>Constats : C6 : Pour le paramètre NOx, l'exploitant ne s'assure pas de la justesse et de la représentativité des données d'autosurveillance issus des analyseurs en continu prévus par le système d'assurance qualité des systèmes automatiques de mesurage en continu QAL2, QAL3 et AST. (ex C7 modifié)</p>
<p>Observations : Par courrier reçu le 10/02/2023, l'exploitant a transmis les éléments suivants :</p> <p>- <i>La note relative à la surveillance en continu des NOX selon les normes QAL. Pour les NOX nous avons opté pour l'application de cette procédure pour ne pas remplacer les appareils actuels qui ont été achetés en 2022.</i></p> <p><i>(L'investissement nous paraît lourd au regard de l'enjeu environnemental).</i></p> <p>L'exploitant fait le choix de ne pas utiliser la méthode normalisée du système qualité de la surveillance en continu QAL conformément à l'article 58.II de l'AM du 02/02/1998 qui précise que l'exploitant peut mettre en œuvre une méthode équivalente.</p> <p>La démonstration et justification de l'équivalence est à la charge de l'exploitant.</p> <p>Pour rappel, lors de la dernière visite, l'inspection a indiqué à l'exploitant que le choix de la mise en œuvre de la méthode équivalente impose que l'exploitant doit transmettre à l'inspection une demande formalisée et argumentée de la méthode équivalente. Pour cela, l'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • justifier l'utilisation d'une autre méthode non normalisée pour la surveillance en continu ; • justifier que les résultats obtenus sont équivalents : l'appareil doit être apte à mesurer une concentration au niveau de la VLE journalière avec une incertitude conforme au seuil d'incertitude fixé par la réglementation (conformité de l'étendue de mesure, de la plage de mesure, mesure des NOx via un convertisseur, moyen de réalisation de la mesure en NOx etc) et la procédure de contrôle et d'étalonnage doit être réalisée dans les formes des procédures QAL 2 et QAL3 ; • une tierce expertise pourrait éventuellement être exigée selon les dispositions de l'article L.181-13 du code de l'environnement. <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les équipements de surveillance en continu du paramètre sont conçus sur le système qualité QAL. Par courriel du 20/04/2023, l'exploitant a transmis le QAL 1 des analyseurs poussières. L'inspection n'a pas de remarque sur ce point.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que ces appareils étant QAL, il doit réaliser les QAL 2, QAL 3 et AST prévus par ces méthodes normalisées. (cf méthodes d'analyse définies dans l'avis du 30 décembre 2020 relatif aux méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement prescrit dans l'AP du 25/12/2021, avis remplacé par l'avis du 22 février 2022).</p> <p><i>Pour rappel, QAL2 : tests opérationnels pour évaluer la bonne mise en œuvre des appareils de mesure en continu, étalonnage des appareils de mesure en continu par comparaison à une méthode normalisée de référence, et détermination de la variabilité de l'appareil pour valider son aptitude à l'emploi après installation sur le site (c'est-à-dire que l'appareil est apte à mesurer avec une incertitude conforme aux exigences normatives) (contrôle externe par un prestataire),</i></p> <p><i>QAL3 : vérification de la dérive des appareils dans le temps (contrôle interne)</i></p> <p><i>AST : test annuel de surveillance de l'AMS pour s'assurer que la fonction d'étalonnage est toujours valide, et que l'aptitude à l'emploi est maintenue</i></p> <p>Concernant le paramètre NOx, l'exploitant a indiqué le jour de la visite que les équipements</p>

installés et en fonctionnement ne sont pas QAL. L'exploitant a précisé qu'une procédure équivalente serait lourde à établir. Le sujet du remplacement des équipements en place est en discussion. Il a indiqué que néanmoins, l'option privilégiée sera d'obtenir des équipements de surveillance en continu des NOx répondant au système qualité QAL.

Compte tenu de ce qui précède, l'écart C7 de la visite précédente est partiellement maintenu pour le paramètre NOx puisque l'exploitant ne justifie ni d'une surveillance en continu selon les méthodes normalisées QAL ni d'une méthode équivalente non normalisée. **A la date de la présente visite, le point 4d de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/11/2022, échu depuis le 08/02/2023, n'est que partiellement respecté.**

A noter que, par courrier du 12/05/2023, l'exploitant a transmis des éléments sollicitant une adaptation du suivi de l'autosurveillance des NOx par un suivi en continu au moyen d'analyseurs en continu non QAL. Cette demande est traitée à part du présent rapport d'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : (ex point 3) (ex Point 5)-autosurveill. rejets atmo canalisé/diffu-2 – Méthode d'analyse des débits NOx et poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance en continu des rejets atmo.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles-définies dans l'avis du 30 décembre 2020 relatif aux méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>[...]</p> <p>La mesure des émissions des polluants est faite selon les dispositions des normes en vigueur.</p>
<p>Constats : C6 bis : Pour le paramètre débit, l'exploitant ne s'assure pas de la justesse et de la représentativité des données d'autosurveillance issus des analyseurs en continu prévus par le système d'assurance qualité des systèmes automatiques de mesurage en continu QAL2, QAL3 et AST. (ex C7 modifié)</p>
<p>Observations : Par ailleurs, par courrier reçu le 10/02/2023, l'exploitant a transmis les éléments suivants déjà mentionnés au point de contrôle n°1 :</p> <p><i>« L'exploitant indique dans cette note que la surveillance en continu des flux nécessitent une surveillance en continu des débits. De ce fait, le débitmètre doit être conçu sous le système qualité QAL. Néanmoins, il est toujours possible à l'exploitant de justifier de l'utilisation d'une autre méthode non normalisée.</i></p> <p><i>L'exploitant indique également qu'actuellement, la mesure du débit est estimée en continu par la mesure de la delta P (pression) dans le process. La mesure est automatique pour la ligne 30000 et manuelle sur les lignes 27 000 et 25000. »</i></p> <p>Concernant les débitmètres, l'exploitant doit s'assurer que la conception, les conditions de mise en œuvre et de surveillance de la validité des mesures de l'équipement mis en œuvre et des conditions d'interphasage avec les autres outils de contrôle des rejets atmosphériques permettent une surveillance en continu adaptée et efficace des rejets atmosphériques.</p> <p>Aussi, l'exploitant doit être en mesure de justifier de la fiabilité des mesures de débit (et donc des flux) et de s'assurer de l'absence de dérive dans les mesures selon une méthode d'analyse normalisée ou non (méthode équivalente).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Contrôle ponctuelle des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.2.4.1 et 3.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance rejets atmo canalisées/diffus
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art. 3.2.4.1 et 3.2.4.2 VLE et flux applicables aux unités de déshydratation, lorsque qu'une seule ligne de déshydratation est en fonctionnement cf tableaux des VLE et flux dans l'AP
Constats : C7 : L'exploitant ne respecte pas les flux applicables aux unités de déshydratation et la campagne de mesure de mai 2022 sur la ligne 25000 est incomplète (absence de mesure des métaux).
Observations : Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis les mesures par campagne de déshydratation et par ligne de séchage. Les rapports transmis, établis par l'APAVE, sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• Mesures des rejets atmosphériques lignes 25000 I et 30000 I pulpes betterave, intervention du 05 au 06/10/2021,• Mesures des rejets atmosphériques ligne 25000 I luzerne, intervention du 17 au 18/05/2022,• Mesures des rejets atmosphériques lignes 25000 I et 27000 I pulpes betterave, intervention du 20 au 23/09/2022,• Mesures des rejets atmosphériques ligne 25000 I bois, intervention du 11/10/2022,• Mesures des rejets atmosphériques ligne 27000 I bois, intervention du 06 au 08/02/2023. Après examen, l'inspection a constaté des dépassements de VLE ou l'absence d'analyses de paramètres : <ul style="list-style-type: none">• ligne 25000 campagne bois 2022 : dépassements en flux des NOx (1,49 x VLE) et des poussières (1,38 x VLE),• ligne 25000 campagne luzerne 2022 : pas d'analyse des métaux• ligne 25000 campagne betterave 2022 : dépassement en flux du plomb (1,53 x VLE)• ligne 27000 campagne bois 2022 : dépassements en flux des NOx (1,37 x VLE), COVNM (1,35 x VLE), SO2 (35 x VLE) et métaux Cd+Hg+Ti (1,6 x VLE). Par ailleurs, l'ensemble des rapports transmis (prestataire APAVE) mentionne des écarts à la norme. Les rapports ne mentionnent pas l'influence de ces écarts à la norme sur les résultats et donc le degré d'incertitude de la mesure. Aussi, en l'absence de ces précisions sur les incertitudes, l'exploitant ne peut justifier de la fiabilité et de la représentativité des résultats des mesures ponctuelles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Fréquence de contrôle du paramètre poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance rejets atmo canalisées/diffus
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art. 3.3.1 Unités de déshydratation, conduits n°1 et n°7: Paramètre: Poussières - Evaluation en continu, pour chacune des lignes en sortie de sécheur ; - 1 mesure tous les 3 mois dont 1 comparative par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de Betteraves Enregistrement : Oui
Constats : C8 : L'exploitant n'a réalisé que 3 campagnes de mesures sur 4 pour le paramètre poussière pour la ligne 25000 au titre de l'année 2022.
Observations : L'exploitant a présenté 3 rapports de mesures des poussières sur la ligne 25000, seule ligne de déshydratation ayant fonctionné sur la totalité de l'année 2022. (ligne 27000 mise en service en septembre 2022 et ligne 30000 fonctionnement très partiel compte tenu des prix du gaz naturel). Aussi, il manque donc une analyse ponctuelle du paramètre poussière sur la ligne 25000 au titre de l'année 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : (ex point 4) Consigne prise de rendez vous

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, logiciel prise de rdv et consigne
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : / • date d'échéance qui a été retenue : /
Prescription contrôlée : [...] <p>L'exploitant établit une consigne spécifique pour les réceptions et les expéditions. Cette procédure impose l'utilisation d'un logiciel de prise de rendez-vous (date, horaire, référence du véhicule autorisé). Elle rappelle les conditions d'accès au site, notamment l'entrée à emprunter et les sens de circulation à l'intérieur de l'établissement.</p> <p>Cette consigne rappelle la conduite à tenir par l'ensemble du personnel et les sous-traitant afin de limiter les envois de poussières et le bruit lors de ces opérations.</p> <p>La bonne application de cette consigne relève de la responsabilité de l'exploitant. A minima, ce</p>

<p>dernier organise une fois par an une réunion de sensibilisation de l'ensemble des chauffeurs avant le démarrage de la campagne luzerne. Un représentant de la mairie et de la gendarmerie sont conviés à cette réunion. A cette réunion sont également rappelées les consignes de sécurité et les bons comportements routiers à observer par les chauffeurs (réduire la vitesse de circulation dans les zones habitées et à proximité des établissements sensibles, axes routiers faisant l'objet de mesures d'évitement).</p> <p>[...]</p>
Constats : Pas d'écart constaté
<p>Observations :</p> <p>Lors de la précédente visite l'inspection a constaté que « : Les consignes spécifiques pour les réceptions et expéditions sont incomplètes sur les bons d'enlèvement pour les chauffeurs extérieurs missionnés par des sociétés de transports externes à SIDESUP"</p> <p>Par courrier reçu le 10/02/2023, l'exploitant a transmis les éléments suivants : la fiche de consigne destinée aux chauffeurs de camion mentionnant les règles à respecter par rapport au bruit et poussières.</p> <p>L'inspection prend de la fiche de consigne mise à jour et n'a pas de remarque.</p>
Ecart soldé
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : (ex point 5) (ex point 10)-exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, exploitation-objectifs généraux
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 08/02/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour:</p> <p>[...];</p> <p>limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;</p> <p>respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après;</p> <p>[...];</p> <p>prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.</p>
Constats : Pas d'écart constaté

<p>Observations :</p> <p>Lors de la précédente visite l'inspection a constaté que « : L'exploitant ne justifie pas du contrôle annuel d'entretien des sondes de mesures en continu des poussières. Il ne prend donc pas toutes les dispositions nécessaires pour limiter les émissions de polluants dans l'environnement.</p> <p>Par courrier reçu le 10/02/2023, l'exploitant a transmis les éléments suivants :</p> <p>La commande passée auprès de la société ENVEA pour le remplacement des analyseurs de poussière sur nos trois lignes de production. Nous avons décidé de renouveler nos capteurs pour les remplacer par ces appareils qui sont QAL. La mise en service de ces derniers doit être réalisée au plus tard en semaine 14 c'est-à-dire avant le démarrage de notre campagne luzerne.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il ne réalisait pas d'enregistrement de la vérification annuelle des sondes poussières préalablement installées.</p> <p>De plus, les sondes ayant été remplacées, l'exploitant a précisé qu'un contrat de maintenance avec la société ENVEA a été mis en place. Pour rappel, le jour de la visite, les sondes poussières ne sont pas opérationnelles.</p> <p>Compte tenu de ce qui précède, l'écart C9 de la visite précédente est abandonnée et le point 4e de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/11/2022 est également abandonné.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 11 : (ex point 6) Emissions diffuses et envols de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 31.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Envols poussières diffuses</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 17/11/2022
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Pour les stockages de luzerne et de pulpe en attente de traitement, les mesures suivantes sont mises en œuvre sur l'aire de réception afin de prévenir l'envol de poussières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aire de réception des pulpes et de la luzerne en attente de traitement est limitée à une surface de 3 200 m². Cette aire est constituée de 2 zones de 1 600 m² de surface unitaire, délimitée chacune au sol par un marquage adapté. Tout stockage des pulpes et de la luzerne en attente de traitement en dehors de cette aire de réception est interdit ; - Les véhicules de livraison sont conçus pour limiter l'envol de poussières au moment des opérations de déchargement. Ces véhicules sont maintenus fermés jusqu'à l'opération de déchargement ; - Un dispositif coupe poussière d'une hauteur minimale de 2 m et d'une longueur de 75 m est mise en limite Sud et Est de l'établissement afin de capter les envols générés au droit de l'aire de

réception et de chargement des trémies. L'intégrité de ce dispositif est régulièrement vérifiée. La hauteur de stockage de la luzerne et de la pulpe sur l'aire de réception ne dépasse celle du dispositif coupe poussière ;

- Les avaloirs de collecte des eaux de ruissellement situés à proximité de l'aire de réception et de chargement des trémies sont régulièrement curés afin de prévenir l'accumulation de poussières ;

- Les tapis d'alimentation des foyers biomasse sont tous équipés d'un dispositif capoté ;

- Un capot est mis en place au niveau des trémies de recyclage des fines dans le process.

[...]

Constats : C9 : Compte tenu de la présence d'une accumulation de poussières et de sciures de bois au niveau des avaloirs de collecte des eaux de ruissellement situés à proximité de la ligne 27000, il est constaté que l'exploitant d'une part ne procède pas à un curage régulier et d'autre part l'exploitant ne prévient pas de l'envol de poussières diffuses.

Observations : Par courrier reçu le 10/02/2023, l'exploitant a transmis les éléments suivants :

Les commandes d'installations d'appareils de brumisation (Natural TECH) et de capotage des trémies (CTL). Ces outils sont destinés à limiter les poussières diffuses. Ils seront opérationnels avant le démarrage de la campagne luzerne.

L'inspection prend note de la mise en œuvre volontaire des dispositifs de brumisation permettant d'abattre les émissions diffuses de poussières.

Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence :

- d'un capotage de la trémie et du tapis d'alimentation ligne 27000,
- d'un dispositif coupe poussière (mur) sur la limite Sud et Est de l'établissement et d'une hauteur minimale de 2m,
- de la matérialisation des aires en attente de traitement des produits (2 zones divisées en 5 sous zones dénommées zone 1 (1398 m²) décomposé en zones (A , B, C (1136 m² cumulé) et E (262 m²) et zone 2 décomposé en zone D (947 m²). L'exploitant un présenté un plan localisant les différentes zones et les surfaces associées. Sur site, l'inspection a noté le traçage des noms des zones A à E au sol.

Les constats relevés lors de la précédente visite sont levés (C10).

Cependant lors de la présente visite, il est constaté que :

- Les avaloirs situés à proximité de la ligne 27000 (comprenant notamment les aires de chargement des trémies) présentent des accumulations de poussières et de sciures de bois parfois importantes.

Enfin, l'inspection a constaté la présence d'un dispositif de brumisation sur la trémie d'alimentation en matières premières sur la ligne 27000 ainsi qu'un dispositif de brumisation mobile situé sur l'aire de réception des matières premières.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 15 jours

N° 12 : Emissions diffuses et envols de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Envols poussières diffuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] • limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; • respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ; • [...]; • prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.
<p>Constats : C10 : L'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires pour limiter les émissions de polluants (poussières) compte tenu de la présence d'une fuite de sciures de bois au niveau du moyeu du tapis d'alimentation de la ligne 27000 et compte tenu de la chute des poussières issues des cyclones finisseurs de la ligne 27000 tombant dans une benne non capotée en extérieur et soumise aux vents.</p>
<p>Observations : Lors de la visite, l'inspection a constaté que de la sciure de bois tombait depuis un moyeu défectueux au niveau du tapis d'alimentation en sciures de bois de la ligne 27000. Cette sciure en tombant était entraînée par le vent.</p> <p>De plus, l'inspection a également constaté les poussières extrêmement fines issues des cyclones finisseurs tombaient dans une benne sous ces cyclones, benne non capotée, en extérieur et soumises aux vents. L'inspection a constaté que ces poussières étaient entraînées par le vent.</p> <p>Aussi, compte tenu de qui précède, l'exploitant ne maîtrise pas les émissions diffuses de poussière de ses installations.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : (ex point 8) Dispositions en cas d'épisode de pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Etude en cas d'épisode de pollution de l'air
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 17/11/2022

Prescription contrôlée :

Dans un délai n'excédant pas 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit réaliser et transmettre à l'inspection des installations classées, une étude préalable portant sur l'impact économique, social et technique proposant un plan d'actions susceptible d'être mis en œuvre sur son établissement d'ENGENVILLE en cas de dépassement des seuils d'information et de recommandation et des seuils d'alerte fixés à l'article L 221-1 du code de l'environnement.

Ce plan d'actions est composé de mesures devant permettre la réduction temporaire des émissions atmosphériques en poussières (TSP) et en composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) en cas d'épisode de pollution de l'air par des polluants de type particules, sous réserve que les conditions de sécurité soient préservées et que les coûts induits ne soient pas disproportionnés au regard des bénéfices sanitaires attendus.

L'étude comporte, pour chaque mesure proposée dans le plan d'actions, des éléments sur la faisabilité technique et économique, sur le gain environnemental attendu (rejets évités) et les conséquences sur la sécurité des personnes.

Les procédures et les délais de déclenchement des mesures doivent également être étudiées.

L'étude doit comporter une première partie relative à des mesures à mettre en œuvre en cas de déclenchement des procédures de niveau Information – Recommandations et notamment les recommandations suivantes :

- 1) mise en œuvre de dispositions de nature à réduire les rejets atmosphériques, y compris la baisse de l'activité ;
- 2) utilisation préférentielle d'un combustible ou d'une installation de combustion moins émetteurs de particules ;
- 3) report du démarrage d'unités ou d'activités jusqu'à la fin de l'épisode de pollution ;
- 4) mise en fonctionnement de systèmes de dépollution renforcés pendant la durée de l'épisode de pollution ;
- 5) réduction de l'utilisation de groupes électrogènes pendant la durée de l'épisode de pollution.

L'étude doit comporter une seconde partie relative à des mesures à mettre en œuvre en complément des mesures définie dans la première partie et en cas de déclenchement de la procédure préfectorale de niveau Alerte et notamment les mesures d'application obligatoire suivantes :

- 6) réduction ou arrêt de toute ou partie de l'activité réalisée sur le site ;
- 7) reporter certaines opérations émettrices de COV (travaux de maintenance, dégazage d'une installation, chargement ou déchargement de produits émettant des composés organiques volatils en l'absence de dispositif de récupération des vapeurs) à la fin de l'épisode de pollution ;
- 8) recours à un combustible ou à une installation de combustion moins émetteur de particules ;
- 9) report de démarrage d'unités ou d'activités jusqu'à la fin de l'épisode de pollution ;
- 10) mise en fonctionnement de systèmes de dépollution renforcés pendant la durée de l'épisode de pollution ;
- 11) interdiction de l'utilisation de groupes électrogènes pendant la durée de l'épisode de pollution.

Si d'autres mesures peuvent permettre de réduire temporairement les émissions en poussières et en COVNM des installations, elles doivent également être étudiées.

Constats : Pas d'écart constaté

Observations :

Lors de la précédente visite l'inspection a constaté l' « Absence d'une étude préalable portant sur l'impact économique, social et technique proposant un plan d'actions susceptible d'être mis en œuvre sur son établissement d'ENGENVILLE en cas de dépassement des seuils d'information et de recommandation et des seuils d'alerte fixés à l'article L 221-1 du code de l'environnement

Par courrier reçu le 10/02/2023, l'exploitant a transmis les éléments suivants :

Etude transmise précédemment à l'administration

Cette étude en cas d'épisode de pollution de l'air, version du 14/12/2022, a été transmise à l'inspection par courriel du 23/12/2022.

L'inspection prend note de l'étude.

Ecart soldé.

L'inspection a demandé à l'exploitant si l'étude a été mise en œuvre au cours des épisodes de pollution de l'air survenus début 2023.

L'exploitant a indiqué que ces dispositions ont été mises en œuvre lors d'un épisode de pollution de l'air du 03/03/2023 relevant du seuil d'information/recommandation.

L'inspection prend note de la réponse. L'exploitant doit veiller à mettre œuvre les dispositions identifiées dans l'étude en cas d'épisode de pollution de l'air à chaque alerte.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : (ex point 10) Surveillance de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Qualité de l'air

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/09/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 17/11/2022

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air sur les paramètres suivants:

NOx : 1 mesure par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de betteraves

PM 10 et PM 2,5 : 1 mesure par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de betteraves

Benzène : 1 mesure par campagne de déshydratation bois, luzerne et pulpes de betteraves

Métaux : Manganèse, plomb, Cadmium, arsenic : 1 mesure par campagne de déshydratation bols, luzerne et pulpes de betteraves

La mise en place de la surveillance de la qualité de l'air est réalisée, la première année de notification du présent arrêté et pour chacune des matières premières séchées. Cette surveillance est renouvelée tous les 10 ans. Les résultats de ces mesures sont comparés aux données présentées dans l'étude de risque sanitaire de l'établissement.

Les résultats de ces surveillances sont transmis à l'inspection des installations classées

<p>Une attention particulière sera apportée aux rejets diffus.</p> <p>La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche.</p> <p>Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies dans l'avis du 30 décembre 2020 relatif aux méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats : C11 : L'exploitant ne justifie pas des paramètres analysés, des fréquences d'analyse et de la pertinence de la localisation de l'installation de mesures de la surveillance mise en place en 2023.</p>
<p>Observations : Par courrier reçu le 10/02/2023, l'exploitant a transmis les éléments suivants : <i>Nous pouvons vous confirmer que la mise en place d'une installation de mesure de la qualité de l'air par LIG'AIR est effective depuis le mois de janvier.</i></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier des paramètres analysés et des fréquences d'analyse. Il a confirmé que la surveillance de la qualité de l'air a débuté en janvier 2023 et qu'un point trimestriel doit être fait avec le prestataire. Il a précisé que le 20/04/2023 un point doit être réalisé pour présentation des niveaux de polluants observés.</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'installation de mesure a été positionnée par LIG'AIR dans l'enceinte de l'école d'Engenville. Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du choix de cette localisation. En effet, l'école n'est pas située à proximité immédiate de SIDESUP et n'est pas dans le panache des vents dominants.</p> <p>Aussi, l'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • justifier des paramètres analysés et des fréquences d'analyse de la surveillance de la qualité de l'air en cours, • doit transmettre les premiers résultats du premier trimestre 2023, • justifier de la localisation de l'installation de mesure de la qualité de l'air.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 15 : (ex point 11) Surveillance des retombées de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 3.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de l'impact des rejets dans l'atmosphère</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 08/02/2023

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance annuelle des retombées de poussières dans l'environnement. Dans un délai de 4 mois à notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le plan de surveillance qu'il se propose de mettre en œuvre. Il met en œuvre ce plan dès la première campagne de séchage de la luzerne. La surveillance se déroule sur une période qui ne peut être inférieure à 1 mois, et qui inclut tout ou partie des mois de mai et de juin.</p> <p>Les résultats de ces surveillances sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 1 mois après la fin de la surveillance des retombées de poussières dans l'environnement.</p>
<p>Constats : C12 :</p> <p>L'exploitant ne justifie pas d'une surveillance des retombées de poussières dans l'environnement annuelle réalisée lors de la campagne luzerne.</p>
<p>Observations : Par courrier reçu le 10/02/2023, l'exploitant a transmis les éléments suivants : <i>Des analyses ont été faites pendant la période du 5/12/22 au 3/01/23 par l'APAVE</i> <i>Nous sommes dans l'attente des rapports APAVE concernant les retombées de poussières. Ce rapport doit nous parvenir dans les prochains jours.</i> <i>Nous ferons réaliser une nouvelle campagne de mesure en mai et juin 2023 (comme le demande notre Arrêté Préfectoral) et cela chaque année</i></p> <p>L'exploitant a transmis le plan de surveillance des retombées de poussières dans l'environnement établi par l'APAVE version 1 du 11/04/2023.</p> <p>L'inspection note que ce plan tient compte des remarques émises par l'inspection lors de la gestion des suites de la visite précédente. L'inspection n'a pas de remarque sur ce nouveau plan de surveillance.</p> <p>L'exploitant a également missionné à l'APAVE une mesure de retombées de poussière par la méthode de jauge OWEN selon la norme NF X43-014.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a transmis le rapport des mesures de retombées de poussières de l'APAVE pour une intervention du 05 au 29/12/2022. Les résultats sont indicatifs et non représentatifs puisque le plan de surveillance initiale comportait des lacunes ayant fait l'objet d'échanges lors de la visite précédente. De plus, cette campagne n'a pas été effectuée dans la période prescrite dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>Néanmoins, à la date de la présente visite, la surveillance des retombées de poussières n'est pas réalisée. Aussi, l'écart C13 de la visite précédente est maintenu et le point 4f de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/11/2022, échu depuis le 08/02/2023, n'est pas respecté.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 16 : (ex point 12) Plan de réduction du bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 6.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores
Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 08/09/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 08/02/2023

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des éventuelles suites administratives en cours concernant la mise en conformité des installations existantes, l'exploitant met en œuvre un plan d'action décliné en 3 étapes destinées à réduire les impacts des installations les plus émettrices de bruit. Les 3 étapes ont pour objectif de :

- Étape 1 : réduire le bruit émis par les sources identifiées comme étant à l'origine d'un impact acoustique fort dans les zones à émergence réglementée, en période diurne ;
- Étape 2 : réduire le bruit émis par les sources identifiées comme participant significativement à l'impact acoustique de l'établissement dans les zones à émergence réglementée, en période nocturne ;
- Étape 3 : réduire le bruit émis par des autres sources identifiées comme participant à l'impact acoustique de l'établissement dans les zones à émergence réglementée, en période nocturne.

La déclinaison de ce plan d'action permet :

- Au terme de l'étape 1 de respecter les valeurs d'émergence admissible visées à l'article 6.2.1 de présent arrêté en période diurne ;
- Au terme de l'étape 2 de réduire sensiblement les valeurs d'émergence mesurées en période nocturne ;
- Au terme de l'étape 3 de respecter les valeurs d'émergence admissible visées à l'article 6.2.1 de présent arrêté en période nocturne.

Selon le calendrier défini par le présent article, l'exploitant fait réaliser une campagne de mesures des niveaux d'émission sonore de son établissement, en limite de site et dans les mêmes zones à émergence réglementée que celles retenues dans l'étude d'impact, sauf en cas de désaccord des propriétaires des parcelles concernées. Les mesures et leur interprétation sont réalisées par une personne ou un organisme qualifié. A minima, la première campagne de mesure comprend un arrêt complet des installations de l'établissement (hors installations indispensables pour la sécurité, qui devront être répertoriées) afin d'apprécier le bruit résiduel. Le cas échéant, une méthode alternative utilement basée sur la norme NF S 31-010 pourra être acceptée pour apprécier le bruit résiduel.

Un rapport d'analyse est produit à l'issue de chacune de ces campagnes de mesure. Le rapport est conclusif sur la conformité de l'établissement aux seuils des émissions sonores réglementaires, visés à l'article 7.2 du présent arrêté. Les rapports permettent d'apprécier l'efficacité du plan d'action mis en œuvre. Ces rapports sont transmis à l'inspection des installations classées.

La mise en œuvre du plan d'action respecte le calendrier suivant :

- Les travaux relatifs à la réalisation des étapes 1 et 2 sont achevés au plus tard le 15 avril 2022 ;
- Le rapport d'analyse acoustique est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 15 mai 2022 ;
- Les travaux relatifs à la réalisation de l'étape 3 sont achevés au plus tard le 15 avril 2023 ;
- Le rapport d'analyse acoustique est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 15 mai 2023.

Constats : C13 : L'exploitant n'a pas procédé, dans les délais, à la réalisation des travaux de mise en

conformité acoustique des installations existantes et à la réalisation de l'analyse acoustique à l'issue des travaux. (ex C14)

Observations : Par courrier reçu le 10/02/2023, l'exploitant a transmis les éléments suivants :

Le rapport d'étude acoustique et la commande de réalisations des travaux confiés à l'entreprise France DECIBEL.

Cette société a été préférée à celle qui nous avait fait des études il y a 2 ans parce qu'elle privilégie des traitements à la source du bruit. Nous supposons qu'après cette étape nous devrons traiter des sources moins significatives.

Cela se fera à partir d'une nouvelle campagne de mesure acoustique.

Nous sommes dans l'attente des rapports APAVE concernant les mesures acoustiques .Ce rapport doit nous parvenir dans les prochains jours.

L'exploitant a transmis un devis de la société France Décibel, signé du 06/02/2023, pour la réalisation de travaux d'insonorisation en 2 phases.

Lors de la présente visite, l'exploitant a précisé que les travaux de mise en conformité acoustique suivants ont été effectués sur la ligne 27000 :

- broyeur-traitement fosse,
- broyeur – ventilation local
- moteur 160kW
- ventilateur bâtiment foyer

L'exploitant a également précisé qu'une étude technique détaillée pour la cheminée de la nouvelle ligne a été lancée. En effet, l'exploitant a reçu de la part du voisinage des remarques relatives à un bruit sourd au niveau de la cheminée.

Le devis précité identifie également une phase 2 comprenant la mise en conformité sur la ligne 27000 du broyeur-traitement gaine circulation matière (gaine bleue) et élévateur à godets.

L'exploitant a indiqué également qu'aucun travaux de mise en conformité de l'existant n'a été réalisé hormis la mise en œuvre d'un calorifuge acoustique sur la conduite de gaz.

En effet, l'exploitant a fait le choix de changer de bureau d'études et de ne pas mettre en conformité les installations existantes selon le phasage défini dans l'étude acoustique établie par SIM ENGINEERING.

L'exploitant a indiqué que le bruit issu des installations existantes sera traité par itération sans pour autant présenter un échancier.

De plus, l'exploitant a présenté une nouvelle étude de mesures acoustique réalisée par l'APAVE pour une intervention du 12 au 13/12/2022 et du 23 au 24/01/2023. L'exploitant a indiqué que lors de cette campagne les lignes 25000 et 27000 étaient en fonctionnement. Cette précision n'est pas mentionnée dans le rapport. L'étude conclut à des dépassements aux 2 zones à émergence réglementée (ZER) de 8,5 à 11,5 dB(A) en période diurne et de 9,5 à 11 dB(A) en période nocturne.

Nota : L'étude acoustique doit être réalisée dans des conditions représentatives de fonctionnement et par défaut les plus pénalisantes. **Aussi, les mesures acoustiques et notamment la campagne de mesures acoustiques finale doit être réalisée lors du fonctionnement en simultané des 3 lignes de déshydratation.**

Aussi, l'établissement SIDESUP n'est toujours pas conforme sur ses émissions acoustiques à la date de la visite d'inspection.

En conséquence, l'écart C14 de la visite précédente est maintenu et le point 4g de l'arrêté

préfectoral de mise en demeure du 08/11/2022, échu depuis le 08/02/2023, n'est pas respecté.
A noter que, par courrier du 12/05/2023, l'exploitant a transmis des éléments relatifs à la mise en conformité acoustique du site concernant l'arrêté de mise en demeure du 28/12/2021 arrivant à échéance le 28/06/2023. Ce point est traité à part du présent rapport d'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : (ex point 13) Aménagement de la ligne 27000 – bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 6.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : / • date d'échéance qui a été retenue : /
Prescription contrôlée : La ligne de séchage 27 000 est conçue, exploitée et fait l'objet d'un plan de maintenance permettant de prévenir les impacts et les nuisances acoustiques en réduisant à la source les bruits générés. Les dispositions suivantes, ou tout dispositif dont l'exploitant justifie une efficacité comparable sur la base d'une note technique tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, sont notamment mises en œuvre : <ul style="list-style-type: none"> - Le ventilateur du four est équipé d'une isolation phonique ; - Le broyeur est positionné dans une fosse insonorisée ; - La trémie bois et son moteur sont dotés d'un écran acoustique ; - L'ensemble des moteurs des foyers est capoté ; - Les convoyeurs sont capotés ; - Les pièces du tambour sécheur susceptibles de générer des bruits mécaniques sont maintenues convenablement lubrifiées ; - les éventuelles ventelles sont conçues pour limiter les bruits lors de leur fermeture ; - des bardages acoustiques sont mis en place autour des cyclones sécheur, farine, finisseurs ainsi que du dépoussiéreur ; - Le refoulement du groupe froid est équipé d'un silencieux ou cet équipement est installé dans un bâtiment équipé de dispositifs d'insonorisation.
Constats : C14 : L'exploitant ne justifie pas des caractéristiques acoustiques du calorifuge apposé sur les cyclones sécheurs, farine, finisseurs ainsi que du dépoussiéreur. (ex C16)
Observations : Par courrier reçu le 10/02/2023, l'exploitant a transmis les éléments suivants : <i>Le rapport d'étude acoustique et la commande de réalisations des travaux confiés à l'entreprise France DECIBEL.</i> <i>Cette société a été préférée à celle qui nous avait fait des études il y a 2 ans parce qu'elle privilégie des traitements à la source du bruit. Nous supposons qu'après cette étape nous devrons traiter des sources moins significatives.</i>

Cela se fera à partir d'une nouvelle campagne de mesure acoustique.

Nous sommes dans l'attente des rapports APAVE concernant les mesures acoustiques .Ce rapport doit nous parvenir dans les prochains jours.

Lors de la présente visite, l'inspection a constaté la présence d'un écran acoustique sur la trémie bois et son moteur. L'écart C15 (La trémie bois et son moteur ne sont pas dotés d'un écran acoustique) de la précédente visite est levé.

L'exploitant n'est toujours pas en mesure de justifier des caractéristiques acoustiques du calorifuge sur les cyclones sécheurs, farine, , finisseurs et dépeussièreurs. **Le constat de la visite précédente est maintenu.**

Concernant le groupe froid et le refroidissement, ces installations étaient cours de test lors de la visite. L'exploitant a indiqué que les installations ont été modifiées. Le refoulement du groupe froid a été supprimé et il est directement raccordé au filtre à manche. Aussi, l'exploitant indique que le silencieux prévu n'est plus nécessaire.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Programme prévisionnel annuel d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 10.3.8.3

Thème(s) : Risques chroniques, épandage

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un programme prévisionnel annuel d'épandage, en accord avec les exploitants agricoles, au plus tard un mois avant le début des opérations.

Ce programme comprend :

- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne ainsi que la caractérisation des systèmes de cultures (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture), sur ces parcelles ;
- une analyse des sols portant sur les paramètres mentionnés en annexe Vil-c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié (caractérisation de la valeur agronomique) choisis en fonction de l'étude préalable ;
- le protocole retenu pour le suivi des sols lors de la campagne d'épandage : nombre d'analyses de sols, type d'analyses, nombre prévu de reliquats d'azote, choix des parcelles analysées ;
- une caractérisation des déchets ou effluents à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique...) le programme retenu pour les analyses de déchets ou d'effluents (nombre, types d'analyses, modalités de prélèvement...) et les modalités de surveillance prévues;
- les préconisations spécifiques d'utilisation des déchets ou effluents (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...) ;
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Ce programme prévisionnel est adressé à l'inspection des installations classées avant le début de la campagne d'épandage.

<p>Constats : C15 : Les programmes prévisionnels d'épandage transmis sont incomplets. Ils ne sont pas adressés à l'inspection des installations classées avant le début de la campagne d'épandage.</p>
<p>Observations : Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis un programme prévisionnel d'épandage des années 2021, 2022 et 2023.</p> <p>Les programmes transmis ne mentionnent pas les éléments suivants.</p> <ul style="list-style-type: none"> • une analyse des sols portant sur les paramètres mentionnés en annexe Vil-c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié (caractérisation de la valeur agronomique) choisis en fonction de l'étude préalable ; • une caractérisation des déchets ou effluents à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique...) le programme retenu pour les analyses de déchets ou d'effluents (nombre, types d'analyses, modalités de prélèvement...) et les modalités de surveillance prévues; • les préconisations spécifiques d'utilisation des déchets ou effluents (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...) : <p>Aussi, le programme prévisionnel d'épandage est incomplet.</p> <p>Les programmes prévisionnels ne sont pas adressés à l'inspection des installations classées avant le début de la campagne d'épandage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 19 : Cahier d'épandage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article Art. 10.3.9.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, épandage</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, doit être tenu à jour par l'exploitant. Il comporte les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les quantités d'effluents ou de déchets épandus par unité culturale; - les dates d'épandage ; - les parcelles réceptrices et leur surface ; - les cultures pratiquées ; -le contexte météorologique lors de chaque épandage ; - l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets ou effluents, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ; - l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses. <p>Le producteur de déchets ou d'effluents doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des déchets ou des effluents produits (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.</p>

A chaque fin de campagne d'épandage, des fiches d'apports parcellaires sont transmises aux agriculteurs. Elles comprennent les informations suivantes :

- la référence de la parcelle,
- les surfaces et quantités épandues,
- les cultures pré et post-épandage,
- la date de l'épandage,
- la date d'implantation de la CIPAN (culture intermédiaire piège à nitrates) ou de la culture dérobée, si les épandages sont réalisés à l'automne avant ou sur ces cultures,
- l'apport d'azote total et disponible réalisé ainsi que le coefficient « effet direct » à prendre en compte pour l'établissement du plan de fumure azoté à réaliser à la sortie de l'hiver,
- l'apport des éléments fertilisants P (phosphore) et K (potassium) lorsqu'il est significatif, avec un conseil pour une gestion pluriannuelle de la fertilisation.

Constats : C16 : Les cahiers d'épandage 2021 et 2022 sont incomplets et présentent des données erronées. De plus, les effluents épandus en 2021 et 2022 sont non conformes aux prescriptions applicables (dépassement des quantités de matières fertilisantes autorisées, apport d'azote ammoniacal trop important au 2e semestre 2022). La fertilisation a minima en 2022 n'est pas équilibrée et ne correspond donc pas aux capacités exportatrices réelles de la culture.

Observations : Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis des registres d'épandage et un rapport d'apport agronomique pour les années 2021 et 2022.

A posteriori de la visite, par courriel du 20/04/2023, l'exploitant a transmis les suivis agronomiques 2021 et 2022 établi par la société ASAE.

Pour le suivi 2021, l'inspection a relevé, à titre d'exemple, les éléments suivants :

- les numéros de parcelles sont erronées (ZR10 et non ZS10, ZS 24-25 et non ZS 23-25, ZS 61 et non ZS 62),
- les conditions climatiques lors de l'épandage ne sont pas mentionnées,
- un épandage a été effectué du 14/06 au 26/07/2021 sur de la betterave
- un épandage a été effectué du 25/08 au 12/10/2021 sur du CIPAN
- le suivi ne mentionne pas les quantités de matières fertilisantes en tonne par an et le tonnage par an de matières fertilisantes dépasse les valeurs autorisées (cf tableau ci-après),
- le cahier d'épandage ne justifie de l'équilibre de l'apport/export des éléments fertilisants notamment le nitrate et le phosphore.

En 2022, l'inspection a relevé, à titre d'exemple, les éléments suivants :

- les conditions climatiques lors de l'épandage ne sont pas mentionnées,
- un épandage a été effectué du 01 au 08/08/2022 sur de la luzerne
- le suivi ne mentionne pas les quantités de matières fertilisantes en tonne par an et le tonnage par an de matières fertilisantes dépasse les valeurs autorisées (cf tableau ci-après),
- la concentration d'azote ammoniacal lors de la l'analyse du 08/08/2022 est de 97,2 mg/l. Aussi, la quantité d'azote ammoniacal épandu sur la parcelle concernée est de 85 kg/ha. En conséquence, l'épandage n'est pas conforme au programme d'action régional nitrate qui mentionne que sur une culture de luzerne «le total des apports au cours du 2nd semestre est limité à 70 kilogrammes d'azote ammoniacal par hectare ». Cette élément est également mentionné dans le plan d'épandage de 2019 de l'exploitant,
- le cahier d'épandage ne justifie de l'équilibre de l'apport/export des nitrates,
- compte tenu d'un appauvrissement en phosphore et d'un enrichissement en potassium et en magnésium, la fertilisation apportée n'est pas équilibrée.

Quantité de matières fertilisantes apportés annuelles :

	Concentration analyse 26/07/2021 en mg/l	Volume total d'effluents épanchés 2021 en m ³	Quantité de matières fertilisante épanchée en t/an	Conformité 2021/ AP 28/12/2021	Concentration analyse 08/08/2022 en mg/l	Volume total d'effluents épanchés 2022 en m ³	Quantité de matières fertilisante épanchée en t/an	Conformité 2022/AP 28/12/2021
DBO5	300	8910	2,67	NC	460	4409	2,03	C
Nt	120	8910	1,07	NC	166	4409	0,73	C
P2O5	71,2	8910	0,63	NC	129	4409	0,57	NC
K2O	295	8910	2,63	NC	508	4409	2,24	NC
CaO	242	8910	2,15	C	247	4409	1,09	C
MgO	38	8910	0,34	C	60,9	4409	0,27	C

Par ailleurs, l’exploitant n’a pas été en mesure de préciser la méthodologie d’échantillonnage des prélèvements pour analyse des paramètres des effluents à épandre. **L’exploitant ne justifie donc pas de la conformité de la méthodologie d’échantillonnage par rapport à l’arrêté préfectoral.** De plus, l’exploitant a réalisé la seconde analyse prévue à la fin des périodes d’épandage.

Nota : le suivi 2022 ne prend pas le bon arrêté préfectoral en référence. En effet, l’arrêté du 28/10/2019 a été abrogé et remplacé par l’arrêté du 28/12/2021.

Par ailleurs, lors de la visite, l’inspection a constaté la présence du local pomperie permettant l’envoi des eaux à épandre au niveau des parcelles des agriculteurs prévues au plan d’épandage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois